

SAUVONS LA SCIENCE POLITIQUE ?

Fruit de multiples rencontres communes aux trois associations aux cours desquelles des constats identiques ont pu être dressés, l'AECSP, l'AFSP et l'ANCMSP ont décidé d'organiser les deuxièmes assises de la science politique, le 14 mai prochain.

Tarissement des recrutements, baisse des crédits de recherche, incitations pressantes à l'internationalisation, professionnalisation des cursus d'enseignement, contractualisation des thèmes de recherche, accroissement du nombre de docteurs sans postes, menaces sur le statut d'enseignant-chercheur, nouveaux dispositifs d'évaluation, augmentation des contraintes administratives : en quelques années, les conditions de la recherche et de l'enseignement de la science politique en France et en Europe se sont profondément modifiées. L'heure est venue de réfléchir ensemble à l'avenir de nos métiers et de notre discipline.

Il y a presque quatre ans, en septembre 2000, l'Association des enseignants et chercheurs en science politique (AECSP) organisait en partenariat avec la Direction de l'enseignement supérieur, les premières Assises de la science politique. Celles-ci ont rencontré un réel succès. Nous avons souhaité cette année que les trois associations qui structurent et défendent aujourd'hui notre discipline – l'Association Française de Science Politique (AFSP), l'Association Nationale des Candidats aux Métiers de la Science Politique (ANCMSP) et l'Association des Enseignants et Chercheurs en Science Politique (AECSP) – s'associent pour organiser la seconde manifestation de ce type.

Une science spécifique...

L'idée de ces assises était en germe depuis presque un an. Entre temps, le monde de la recherche est entré en crise profonde, ponctuée par de nombreuses mobilisations. Des Assises nationales de la recherche sont aujourd'hui programmées. Nos trois associations souhaitent y participer et il va de soi que notre manifestation fera écho au mouvement national. Des membres du collectif « Sauvons la recherche » seront présents et nous nous associerons, dans la préparation de cet événement, à toutes les ma-

nifestations qui s'organiseront à l'échelle nationale ou locale.

L'objectif de ces Assises de la science politique, pour être plus modeste et ciblé, ne peut donc être détaché du débat général en cours sur la recherche et l'enseignement supérieur. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés, en tant que chercheurs, enseignant-chercheurs ou doctorants en science politique sont ceux qui se posent à nos collègues des autres disciplines.

... pour des problèmes spécifiques

Mais la science politique n'en pose pas moins, nous semble-t-il, des problèmes spécifiques, ne serait-ce qu'en raison des paradoxes qui la caractérisent : relevant à part entière des sciences sociales, elle s'enseigne principalement dans les facultés de droit ; suscitant de plus en plus de vocations et de thèses de qualité, elle n'offre que de faibles contingents de postes ; soutenues longtemps par les Instituts d'Etudes Politiques, elle pourrait être touchée par les transformations qui affectent aujourd'hui ces derniers. Autant de questions et de contradictions que nous voudrions pouvoir soulever.

Autant de menaces également qui nous font craindre un affaiblissement de la discipline. Les signaux d'alerte, nombreux ces derniers mois, et que nous recenserons en introduction à ce forum, pourraient justifier un tel alarmisme. L'enjeu principal de ces assises est de démontrer qu'il n'en est rien, que c'est notamment parce qu'elle ne cesse pas de (se) penser et de (se) chercher collectivement qu'une discipline existe. Nous souhaiterions montrer également, que les arguments qui plaident, non seulement pour sa survie mais aussi pour son expansion en termes de diplômes et de postes, n'ont jamais été aussi nombreux.

Quatre table-ronde ponctueront ainsi cette journée. Chacune d'entre elle sera suivie d'un débat.

QUATRE TABLES RONDES

1. La réforme LMD (suite)

Depuis plusieurs mois, ce dossier suscite questions et inquiétudes. Chacun l'a désormais compris : de notre capacité à nous saisir de cette réforme dépend très largement la survie de notre discipline. Alors que les retours d'évaluation seront intervenus, deux de nos collègues, conseiller ou chargé de mission auprès du ministère, ont accepté de venir évoquer avec nous les évolutions en cours et les conséquences de cette réforme.

2. La crise actuelle de la recherche

La recherche française réussira-t-elle à sortir par le haut de cette crise ? Comment concilier résistance à la précarisation et à la perte d'autonomie et réforme des structures de la recherche ? Sous quelle forme rapprocher CNRS et enseignement supérieur ? Plusieurs de nos collègues mobilisés dans les mouvements actuels, des directeurs de laboratoires ainsi que des élus et responsables du Comité National de la Recherche Scientifique, pourront échanger sur ces dossiers urgents.

3. La professionnalisation en questions

Face aux multiples pressions dont nous sommes l'objet, comment peut-on penser aujourd'hui la professionnalisation de nos enseignements et de nos recherches ? Peut-on accepter, sous prétexte d'ajustement aux marchés et à la demande sociale, une définition de nos objets de recherche et de nos matières d'enseignement que nous aurions rejeté en bloc il y a encore quelques années ? Comment négocier ce tournant de la professionnalisation sans perdre son âme ? Peut-on continuer à se désintéresser du sort de ceux que nous formons ? Tels sont les questions que nous tenterons de poser au cours de cette table-ronde

4. L'internationalisation en questions

Qu'il s'agisse d'une internationalisation de la recherche (ouverture aux problématiques étrangères, exportation de nos propres travaux...) ou d'une internationalisation des cursus (conditions d'expatriation des jeunes chercheurs, internationalisation des filières d'enseignement...), il devient plus que jamais nécessaire d'échanger les expériences et les points de vue. En faisant le point des évolutions en cours, nous souhaiterions prolonger mais aussi clarifier une polémique qui court depuis quelques années en filigrane de la plupart de nos échanges.

PROGRAMME du 14 Mai 2004

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine
28, Rue Saint Guillaume (Paris)

9h30-10h

Introduction (Jean Michel Blanquer (IHEAL), Loïc Blondiaux (AECSP), Jean Leca (AFSP), Nicolas Hubé (ANCMSP))

10h-11h30. La réforme LMD (suite)

Président : P. Favre (Professeur à l'IEP de Grenoble, Président d'honneur de l'AECSP) avec

- Paul Alliès (Université de Montpellier)
- Philippe Braud (IEP de Paris)
- Frédéric Charillon (MSTP/Université de Clermont Ferrand)
- Delphine Dulong (Université Versailles Saint Quentin)
- Olivier Ihl (IEP de Grenoble),
- Bernard Lacroix (Université Paris X nanterre)
- Didier Truchet (Conseiller à la Direction de l'enseignement supérieur)

11h45-13h15 : La crise actuelle de la recherche

Présidente : Nonna Mayer (CEVIPOF-CNRS) avec

- Hélène Combes (ANCMSP et Comité national d'initiative et de proposition pour la recherche scientifique)
- Sophie Duchesne (CEVIPOF/Maison française d'Oxford),
- Patrick Hassenteufel (CRAPE/IEP de Rennes)
- Gérard Grunberg (Direction scientifique IEP Paris) (sous réserves)
- Patrick Michel (CNRS)
- René Otayek (CEAN Bordeaux)
- Isabelle Sommier (SLR / Paris I)

14h15-15h45 : La professionnalisation en questions

Présidente: Françoise Dreyfus (Université Paris I)

- Marie-Gabrielle Schweighofer (directrice de l'association Bernard Gregory)
- l'association des DURS (Doctorants de l'Université Robert Schuman — Strasbourg 3)
- Bernard Denni (DESS Progis/IEP de Grenoble)
- Didier Georgakakis (DESS Politiques publiques en Europe/IEP Strasbourg)
- Jean Daniel Levy (chargé de mission dans un institut de sondage)
- Pierre Mathiot (Master professionnel Action Publique /Lille II)
- Pierre Muller (co-responsable du salon des thèses de l'AFSP, CEVIPOF)

16h-17h30 : L'internationalisation en questions

Président : J. Leca (Président de l'AFSP) avec

- Didier Bigo (IEP Paris)
- Estelle Ferrarese (New York University)
- Daniel Gaxie (Paris I)
- Virginie Guiraudon (CNRS/CERAPS Lille II)
- Erik Neveu (IEP de Rennes)
- Frédéric Neyrat (Collectif Abélard/Université de Limoges) (sous réserves)
- Yves Schemeil (IEP Grenoble)

Discussion générale
Réflexions pour les états généraux

A MORT LA MORT !

LES DERNIERES PAGES DE CE SYSTEME D SONT CONSACRÉES AU MOUVEMENT COLLECTIF DES CHERCHEURS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2004. RAPPELONS D'ABORD QUE CETTE MOBILISATION A VU LE JOUR DE MANIÈRE CONCOMITANTE DANS LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES AVEC LA PETITION « QUI VEUT LA MORT DES SHS ? » INITIÉE PAR L'ANCMSP, L'AECSP ET RAPIDEMENT RELAYÉE PAR LES DURS; ET DANS L'ENSEMBLE DES DISCIPLINES AVEC LA PETITION SAUVEZ LA RECHERCHE A LAQUELLE NOUS NOUS SOMMES PLEINEMENT ASSOCIÉE. UN ENGAGEMENT QUI S'EST TRADUIT PAR L'ENTRÉE DANS LE COMITÉ D'INITIATIVE ET DE PROPOSITION (OU COMITÉ BEAULIEU/BREZIN) DE NOTRE TRÉSORIÈRE (HÉLÈNE COMBES). DEPUIS LA REVENDICATION DES 550 POSTES EN CDI (CHERCHEURS ET INGÉNIEURS CNRS) A ÉTÉ SATISFAITE ; " PLUSIEURS CENTAINES " DE POSTES SERONT CRÉÉS DANS LES UNIVERSITÉS (POUR LES POSTES DE MAÎTRES DE CONFÉRENCES, UNE PARTIE SERA MISE AU CONCOURS 2004, L'AUTRE PARTIE EN ATER). MAIS LA MOBILISATION DOIT SE POURSUIVRE DANS LES ETATS GÉNÉRAUX. MORCEAUX CHOISIS DE 4 MOIS DE LUTTES...

Politistes de toutes les paroisses, unissez-vous...

Alors que les Etats-généraux de la recherche ont déjà débuté, certains représentants de la science politique de divers laboratoires et associations (AECSP, AFSP, ANCMSP, Collectif des doctorants de Paris ?) se sont réunis le 7 avril dernier (voir compte rendu ci-contre) pour réfléchir aux différentes manières d'activer les débats au niveau de la discipline tout comme dans les sciences sociales.

Attention : usine à gaz ! Plusieurs représentants de la science politique s'accordent pour rester vigilants sur l'organisation des Etats-généraux. Il faut dire que la structure très lâche et confédérale fait peser un risque certain de consensualisme. Des participants à la réunion ont donc appelé à « aller le plus loin possible sans forcément rechercher l'accord de tous. Ce n'est pas parce qu'une question divise qu'il ne faut pas la poser ». Exemple d'enjeu sensible à débattre : le nécessaire problème de l'évaluation du directeur de thèse et de la qualité de son encadrement doctoral.

Les Etats-généraux, c'est toute une technostruc-ture - sous couvert de démocratie locale - à faire pâlir de jalousie le moindre fonctionnaire bruxellois. Au niveau local, des « ateliers » se chargent de rédiger des synthèses sur les quatre thèmes de discussions du Comité d'initiative et de proposition (CIP) que dirige Etienne-Emile Baulieu, président de l'Académie des sciences. Ensuite, ces synthèses sont transmises au niveau d'un « intersite » qui rassemble plusieurs disciplines et dégage un nouveau compte-rendu. Le tout est ensuite transféré fin mai au niveau du CLOEG (logistique, compilation des synthèses) qui fait appel à des personnalités extérieures au monde de la recherche. CLOEG qui devra rester en syner-

gie permanente avec une Assemblée intersite.

Vous n'avez rien compris ? Rassurez-vous, c'est normal. La morale de l'histoire, c'est que c'est à vous qu'il revient de créer les conditions de succès des Etats-généraux. A ce propos, les ateliers locaux (par sites, associations, fédérations, etc.) doivent s'intégrer à des comités intersites, qui feront parvenir la synthèse de leurs travaux aux coordinations régionales (cf. www.etats-generaux-paris-dyndns.org).

L'enjeu essentiel reste de peser au maximum dans les synthèses à tous les niveaux (et, si possible les plus élevés). Afin que la science politique et les sciences humaines et sociales ne passent pas à la trappe lors de la future « grande » loi d'orientation de 2005.

Donc, il faut appeler partout les politistes à se fédérer dans le cadre de leur paroisse mais aussi de manière la plus large possible. Les problèmes que rencontre la discipline sont très souvent proches d'autres sciences (sociologie, anthropologie, biologie ...). Par sa capacité de mobilisation, la science politique peut jouer le rôle de carrefour. Les Assises de la science politique le 14 mai prochain, peuvent servir de point d'orgue au débat en débouchant sur un argumentaire transposable à d'autres disciplines. Pour autant, en aucun cas carrefour ne doit se confondre avec hégémonie.

Compte-rendu de la réunion sur les problèmes de la recherche en science politique

L'initiative de cette réunion a été prise conjointement par des personnes engagées dans SLR et par l'ANCMSP dans le but de réfléchir collectivement aux problèmes spécifiques de notre discipline dans les états généraux (EG) de la recherche et des assises de la science politique*.

Une discussion préalable a eu lieu autour de la création d'un comité EG en SHS, sans coordination avec SLR. Cela pose, plus généralement, la question de la stratégie de mobilisation, qui doit rester unitaire. La discussion a donc porté sur la quadrature du cercle : éviter de multiplier des opérations non coordonnées et peu " lisibles " par rapport au mouvement national, mais défendre la cinquième roue du carrosse que sont les SHS. Des initiatives disciplinaires sont utiles. Mais elles ont vocation à s'intégrer ensuite dans le processus des EG dont le principe a ensuite été rappelé.

En terme de calendrier : 1) Les comités régionaux doivent pouvoir disposer d'informations précises avant juin (besoins en postes, en budget, etc., selon les sites et les disciplines), pour être prises en compte lors de la discussion de la loi de finances 2005. L'AESCSP effectue cet état des lieux pour la science politique. 2) Les synthèses en vue des EG (questions de structures, d'emploi, de réformes) doivent parvenir aux comités régionaux début septembre. Cela est important car, le 5 avril, le secrétaire d'Etat, M. d'Aubert, a clairement affirmé à la délégation SLR que les EG serviront à la réflexion pour la loi de programmation et d'orientation de la recherche. Elle ne pourra être discutée qu'à la suite des EG en décembre.

La réunion a ensuite porté sur le rôle du CIP (Comité d'initiative et de proposition), tel que le voit fonctionner notre trésorière, Hélène Combes : lister les problèmes à soumettre aux EG ; être une courroie de transmission des synthèses des EG vers les pouvoirs publics. Le CIP est l'interlocuteur principal du gouvernement pour la préparation de la loi de programmation et d'orientation.

La discussion a repris sur la façon de faire valoir le point de vue de la science politique. Tout le monde s'accorde à dire que ceci ne peut se faire qu'en liaison avec les autres SHS. Sans affirmation nette de ces disciplines, elles risquent d'être perdantes. Il ne s'agit pas pour autant de créer un groupe spécifique, mais de multiplier les contacts avec d'autres comités EG en sciences sociales et avec nos collègues dans leurs comités locaux. Ce-

la permettra d'élaborer des propositions collectives concrètes.

En termes d'organisation, cela signifie : faire circuler sur les listes ANCMSP et AECSP les textes, propositions des différents groupes locaux ; élaborer une synthèse qui donnera lieu à débat lors des Assises de la science politique ; diffuser cette synthèse auprès des autres SHS et proposer une plate-forme commune largement diffusée au CIP et aux comités de préparation des EG.

Revenant sur la rencontre avec M. D'Aubert, I Sommier raconte qu'en plus du déblocage des postes, le ministre a reconnu la nécessité de reconstruire une politique scientifique en France et d'accroître les efforts en terme de financement public de la recherche.

Inquiétudes

De son côté, Hélène Combes fait état de ses inquiétudes à la suite de l'audition par le CIP de B. Larrousurou. Sur la place des SHS, celui-ci a déclaré qu'il serait illusoire de penser que le CNRS pourra représenter à l'avenir toutes les disciplines. Il a cité parmi les disciplines susceptibles de disparaître du CNRS : le droit, l'économie, la gestion et la science politique... à savoir les disciplines à agrégation du supérieur. Cela pose, au passage, la question de l'opportunité de ce concours. Il a également déclaré que les SHS devraient se rapprocher des sciences expérimentales.

La réunion a ensuite abordé la question de la spécificité des thèses en SHS (durée de réalisation et leur financement), du statut des jeunes chercheurs et de celui des enseignants-chercheurs (possibilité effective de faire de la recherche, problèmes de l'évaluation).

Il a donc été décidé : 1) Pour ne pas multiplier les initiatives, se contenter pour le moment d'utiliser les listes de diffusion pour faire circuler les propositions ; 2) Faire remonter le plus possible ces textes vers les comités régionaux des EG ; 3) Saisir l'opportunité des Assises de la science politique pour proposer une première synthèse ; 4) Diffuser cette synthèse vers les autres SHS, dans le but d'élaborer une plate-forme commune SHS.

* Etaient représentés : l'AECSP, l'ANCMSP, le collectif des doctorants et jeunes chercheurs, le CIP et les laboratoires suivants : CERAPS (Lille), CERI (Sciences Po Paris), CERSA (Paris 2), CEVIPOF (Sciences Po Paris), CRAPE (Rennes), CRIS (Paris 1), CURAPP (Amiens), GSPE (Strasbourg 3), IRIS-CREDEP (Paris 9), CRPS (Paris 1), LASP (Paris 10).